FO 49 DGFiP

FORCE OUVRIERE
le syndicat libre et INDÉPENDANT

FO FÉDÉRATION DES FINANCES 49

Le PLF 2015 intègre le pacte de responsabilité
HOLLANDE – MEDEF – CFDT
« *De l'argent, y en a plus que pour les riches !* »

Conformément au pacte européen, les injonctions de la Commission européenne dictent les décisions budgétaires du gouvernement.
Les 21 milliards d'euros d'économies de dépenses publiques (65 milliards au total entre 2014 et 2017) prévus dans le PLF 2015, sont directement imposés par le traité européen – TSCG - (Traité **Sarkozy**-**Merkel** que le Candidat **Hollande** ne devait pas accepter en tant que tel une fois élu) qui exige des États membres un déficit structurel inférieur à 0,5 % du PIB.

Sous les contraintes budgétaires imposées par le TSCG, le PLF 2015 intègre le pacte de responsabilité pour financer les 50 Milliards de réduction de dépenses publiques et sociales, réductions qui remettent en cause les services publics et la protection sociale.

Déclinaison des 21 milliards d'économies prévus par le PLF 2015 :
- 7,7 milliards pour l'État et ses agences,
- 3,7 milliards sur les collectivités territoriales,
- 9,6 milliards sur la Sécurité sociale, dont un peu plus de 3,2 milliards pour l'assurance-maladie.

Extrait du projet de loi des Finances 2015
« Le choix de la France, c'est évidemment le maintien de notre cap économique. L'ensemble des mesures annoncées en faveur de la croissance, la compétitivité et l'emploi – le CICE et le Pacte de responsabilité et de solidarité pour un total de plus de 40 Md€ - seront ainsi intégralement mises en oeuvre selon le calendrier prévu. Les réformes pro-croissance seront poursuivies pour accroître le potentiel de notre économie. L'effort de maîtrise de la dépense sera également strictement respecté, avec un plan sans précédent de 50 Md€ d'économies sur 2015-2017, dont 21 Md€ en 2015. »

> *« Il faut faire des économies. C'est ce que nous allons faire en 2015 et cela a forcément des conséquences […] Si vous n'entendez pas crier, c'est que nous ne faisons pas d'économies. » « Il n'y a pas de plan d'économie qui soit indolore. Sinon, ça aurait déjà été fait […] Les économies forcément sont douloureuses, il n'y a aucun secteur qui peut accepter de voir un certain nombre de ses habitudes, parfois de ses financements, être remis en cause. »*
> ***Propos tenus par F. Hollande le 30 septembre 2014***

Quel cynisme, quelle arrogance dans les propos de **Hollande** ! Des dizaines de milliards sans contraintes d'un côté pour les patrons et de l'autre la remise en cause des droits pour les fonctionnaires et les familles.

LE GOUVERNEMENT HOLLANDE-VALLS, LA CFDT ET LE MEDEF, VOUS PROPOSENT DE REPRENDRE UNE LOUCHE D'AUSTÉRITÉ !

Les « austéritaires » tapent fort sur les fonctionnaires et les familles.

Voici quelques-unes des mesures prises pour réaliser les 21 milliards d'économies.

I) Diminution de nombreuses prestations familiales

Les mesures envisagées par le gouvernement pour réduire de 700 millions les dépenses de la branche famille de la Sécurité sociale dans le cadre du Pacte de Responsabilité vont amener les salariés et plus particulièrement les femmes à voir leurs droits baisser au nom de l'austérité.

- La prime à la naissance serait divisée par trois dès la deuxième naissance. Les ministres ont justifié cette mesure en expliquant que les parents achètent l'essentiel du matériel lors de la naissance du premier bébé et que les achats à l'arrivée du deuxième enfant sont donc plus limités.
- Le congé parental ne pourrait atteindre trois ans qu'à la condition qu'il soit partagé entre les deux parents. Cela au nom de « *l'égalité entre les hommes et les femmes* ». Mais, grâce à cette réduction de la durée du congé pour les femmes, le gouvernement compte bien réaliser des économies en espérant que les hommes renoncent à utiliser le leur.
- Les aides à la garde d'enfant pour « *les familles les plus aisées* » subiraient une baisse de 20 %. Reste à déterminer ce qu'est une famille aisée.
- la majoration des allocations familiales versées aux familles à partir de deux enfants quand ces derniers atteignent l'âge de 14 ans ne serait accordée qu'à partir de leurs 16 ans.

II) Le projet de loi de finances 2015 présenté mercredi 1er octobre confirme la mise en place d'une fonction publique « low cost ».

Du jamais vu !

— 8 années consécutives de gel du point d'indice (2010-2017),
— diminution des avancements, promotions et carrières en berne.

Un plan d'économies de 1,4 milliard sur la masse salariale en 2015

- Gel du point d'indice en 2015. Le PLF 2015 prévoit qu'il ne sera pas revalorisé jusqu'à la fin de la mandature (2017) et aucune "clause de revoyure" n'est prévue.
- Les mesures catégorielles seront par ailleurs très fortement réduites Elles seront ramenées à 177 millions d'euros par an sur la période 2015-2017 contre 500 millions par an entre 2007 et 2015. En clair :245 millions en 2015 et 143 millions en 2016 et 2017.Les ministères n'auront quasiment plus aucune marge de manœuvre financière pour revaloriser leurs agents (revalorisation indemnitaire des salaires ou de reconnaissance de l'évolution d'un emploi).
- la réduction de 11 879 postes sur les missions des ministères dits « NON prioritaire ». Au Ministère de l'Économie et des Finances, ces mesures d'austérité se traduisent par la suppression de 2491 emplois soit l'équivalent de 2,5 fois les effectifs de la DDFiP49.

Ces trois mesures permettront au total de dégager 5 Milliards d'économie sur le dos des fonctionnaires d'État d'ici fin 2017 pour financer les 41 Milliards de cadeaux accordés au patronat.

Il ne se passe pas une seule journée sans que le gouvernement n'annonce de nouvelles agressions.

- La taxe sur le diesel augmentera de deux centimes par litre dans le cadre du budget 2015,
- le prix du timbre va passer de 0,66 à 0,76 euros début janvier soit une augmentation de 7 %, la plus forte hausse de l'histoire de La Poste.
- Clôturant le séminaire du CSA sur les enjeux économiques de l'audiovisuel, François Hollande s'est déclaré favorable à «une assiette plus large et plus juste» pour la redevance audiovisuelle. Il a estimé que la redevance pourrait à l'avenir s'appliquer aux ordinateurs, smartphones et tablettes.
- généralisation du travail le dimanche et du travail de nuit
- Remise en cause des droits en matière de salaire, de temps de travail et de droits sociaux..

La coupe a largement débordé, cette situation est intolérable.
FORCE OUVRIERE refuse d'être le complice syndical
du gouvernement et du patronat !

➔ **Dire non au pacte de responsabilité**, c'est dire oui au progrès social, aux salaires, à l'emploi, aux services publics et à la sécurité sociale, oui au syndicalisme libre et indépendant.

➔ Le syndicalisme libre et indépendant ne peut se concevoir dans le cadre de pacte avec l'État et le patronat. Cela conduit au corporatisme et autres dérives totalitaires dont l'histoire est pavée.
Les seuls bénéficiaires de ces pactes sont les riches et les actionnaires. Pour eux, la crise n'existe pas. Les entreprises françaises sont les championnes du monde des dividendes avec plus de 30 % d'augmentation (ces derniers sont estimés à plus de 40 milliards de dollars !)

Alors que la Commission européenne menace de rejeter
le projet de loi de finances 2015 si le gouvernement
ne trouve pas 8 milliards d'euros d'économies ou de recettes supplémentaires.
Il est évident que nous ne pouvons pas rester « l'arme au pied »
tandis que les coups pleuvent
sur l'ensemble des salariés du privé, du public et leurs familles.

Pour **FO-DGFiP49**, le pire serait de sous-estimer la gravité de la situation alors que la classe ouvrière dans son immense majorité rejette cette politique et ceux qui la conduisent.
Sur leur lieu de travail, partout, les militants syndicaux, les syndiqués et plus largement les salariés discutent. Sur le constat, tout le monde le dit : « **CETTE POLITIQUE EST INNACEPTABLE !** »

Alors que faire ? La grève ? La vraie grève, une grève générale qui bloquerait le pays jusqu'à satisfaction des revendications. Bien sûr, tout le monde y pense et ce serait la bonne réponse. Mais nous savons que cela ne se décrète pas, et même si tous les mouvements en cours y convergent,

ça se prépare !

Pour **FO-DGFiP49**, il faut construire le rapport de force, ce rapport de force à même de faire reculer le gouvernement, ses complices et le MEDEF.
C'est pourquoi, **FO-DGFiP49** fait sienne la proposition du Comité Confédéral National de la cgt FORCE OUVRIERE réuni à Paris, les 2 & 3 octobre 2014.
Le CCN de la confédération cgt FORCE OUVRIERE mandate la CE (Commission Exécutive) et le bureau confédéral pour poursuivre et prendre toutes les initiatives nécessaires, dès que possible et au plus vite, pour

une manifestation nationale

pouvant aller jusqu'à la grève interprofessionnelle.

CONTRE TOUTE AUSTERITE, QU'ELLE SOIT DE DROITE, DE GAUCHE OU SYNDICALE ! TEL EST LE SENS DU VOTE FORCE-OUVRIERE LE 4 DECEMBRE 2014

FO-DGFIP n'est pas une organisation autonome
mais un syndicat confédéré.

<u>Être un syndicat confédéré</u><u>, c'est être interlocuteur à tous les niveaux de décision.</u>

- Au niveau local auprès de la direction départementale par l'intermédiaire de sa s**ection,**
- Auprès du Directeur Général avec son **Syndicat National,**
- Auprès des Ministres par le biais de sa **Fédération FO Finances,**
- Au niveau du ministère de la Fonction Publique par l'intermédiaire de la **Fédération Générale des Fonctionnaires FO, (**1ere organisation dans la Fonction Publique d'État)
- Et enfin au plus haut niveau de l'État avec sa **Confédération FORCE OUVRIERE**.

votez et faites voter FO